



## BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 26 juin 2018

### **KORBÉY D'OR : LA DIRECTION NOUS CASSE LES PIEDS !**

À Korbey d'Or, entreprise de service à la personne qui emploie plus de 600 salariées réparties sur toute l'île, les employées doivent s'équiper elles-mêmes de chaussures adéquates pour travailler.

En 2017, sur intervention de la médecine du travail, elle-même interpellée par les salariées, la direction a dû acheter des chaussures de travail qui ont rendu l'âme au bout de quelques jours parce fabriquées en plastique et de mauvaise qualité.

Les employées ont une à une rapporté le matériel pourri à leur patron qui depuis n'a pas cru nécessaire d'en commander d'autres, conformes.

Cela montre dans quel mépris ce patron tient les salariées, lui qui a la main légère avec l'argent public.

**Li va fini par guingn un gro kout' cogne !**

### **CHAMBRE D'AGRICULTURE : PAS DE BLÉ ? PAS D'OSEILLE ? PAS UN RADIS ?**

La chambre verte vire de plus en plus au gris pour les salariés !

Baisse des salaires, dégradation des conditions de travail (infiltrations à Saint Denis, carrelage cassé à Saint Pierre, absence de lumière dans des bureaux à Saint Benoît, absence de matériels adéquats et d'équipement de travail pour les salariées qui nettoient les bureaux, etc.), suppressions de postes, incertitudes sur la pérennité des emplois...

Pour faire face à la baisse des financements publics, la direction demande aux agents d'en faire plus : plus de dossiers d'aides, plus de suivis de gestion, plus de formations... avec le chantage à l'emploi en prime !

Du côté de l'APCA (Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture) et de l'État, c'est toujours le même son de cloche : encore trop de salariés dans les chambres, « *avantages salariaux individuels et collectifs exorbitants* » ! (rapport 2017 de la Cour des Comptes)

Mais les élus de l'APCA, le gouvernement, les hauts fonctionnaires de l'État, ne poussent pas des cris d'orfraie devant les milliards d'argent publics offerts aux capitalistes sous forme de CICE, de défiscalisation, d'exonérations de cotisations sociales, de baisses de taxes sur les sociétés ou foncières ; devant les super profits des capitalistes de l'agro-alimentaire !

En France, dans plusieurs départements et régions, la Loire-Atlantique, à Quimper, dans le Doubs, à Rodez, les salariés des chambres d'agriculture ont fait grève pour protester contre la perte de leur pouvoir d'achat, la non reconnaissance de leur travail, la diminution des effectifs et la perte de jours RTT avec la régionalisation des chambres...

Nos camarades de la CGTR invitent les salariés à suivre l'exemple et à préparer ensemble la riposte nécessaire !

### **UNE CAMPAGNE DE SYNDICALISATION MENÉE PAR LA FÉDÉRATION CGTR DU COMMERCE À SAINT BENOÎT**

Samedi dernier, les camarades de la fédération CGTR du Commerce ont mené une campagne de syndicalisation dans l'Est, en particulier à Saint Benoît.

Cette action a été décidée dans le cadre de l'animation autour du 50ème anniversaire de la CGTR et est partie du principe qu'il faut connaître l'histoire de notre organisation, mais aussi, armé de l'expérience des luttes passées, être capable d'aller au devant des travailleurs qui manquent aujourd'hui cruellement d'organisation pour lutter pour leurs droits et font face quotidiennement à l'exploitation patronale et aux mauvais traitements sur leurs lieux de travail.

Huit militants se sont déplacés ce jour-là afin de s'adresser aux travailleurs et travailleuses des commerces bénédicins, tracts en main, pour expliquer pourquoi ils avaient tout intérêt à rejoindre les rangs de notre syndicat.

Le commerce fait partie à la Réunion des secteurs économiques les plus importants, et aussi de ceux qui brassent le plus d'argent !

Il emploie des dizaines de milliers de salariés exploités aux salaires souvent très faibles. L'utilisation des emplois précaires, des temps partiels est général et permet aux patrons de réaliser de confortables profits. Il ne serait que justice que ces salariés profitent eux aussi des richesses qu'ils ont contribué à produire. Mais il ne faut rien attendre de la part d'un patronat particulièrement rapace. C'est pourquoi l'organisation collective des travailleurs est indispensable pour obtenir des concessions des employeurs.

Plusieurs grandes surfaces ont été concernées par cette action militante : Jumbo Score de Beaulieu où la direction a fait donner ses vigiles pour faire sortir les militants de la CGTR... qui ont cependant eu le temps de distribuer leurs tracts sur toute la ligne de caisses !

À Weldom et au Leclerc situés à proximité, puis au Score Labourdonnais et dans bien d'autres commerces du centre ville. Partout l'accueil des travailleurs, mais aussi des clients a été favorable.

Cette action a permis d'établir le contact avec plusieurs travailleurs des établissements touchés ce qui laisse augurer qu'elle ne sera pas sans lendemain et permettra, on l'espère, de remettre en selle des sections CGTR dans nombre de commerces de l'Est.

## **PAS TOUCHE À NOS RETRAITES !**

Le gouvernement a ouvert le chantier d'une énième réforme du système des retraites. Il a programmé des consultations avec les organisations syndicales de travailleurs et patronales jusqu'en décembre avant d'en dévoiler les grands axes au début 2019.

Il n'y a en l'occurrence rien de bon à attendre du projet gouvernemental qui s'inscrit dans le droit fil de ce que les gouvernements précédents ont fait depuis la première réforme de 1993 menée par Balladur. Si Macron et son gouvernement nous ont assuré qu'ils ne reculeraient pas à nouveau l'âge légal de départ à la retraite, ils ont en revanche annoncé qu'ils entendaient mettre à plat tous les régimes, c'est-à-dire les ramener tous vers le bas. Ils ont aussi évoqué la perspective de substituer à l'actuel régime par répartition un nouveau système dit « par points » qui permettrait à l'État d'économiser plusieurs milliards d'euros sur le dos des retraités. Ils envisagent aussi d'instituer une dose de retraite par capitalisation. Toutes solutions qui ne peuvent se traduire que par une baisse générale des retraites, perspectives que refuse la CGT et la CGTR.

Une autre menace a été agitée par Jean-Paul Delevoye, Haut Commissaire à la réforme de retraites qui a posé la question suivante dans un document remis aux syndicats : « *Doit-on maintenir les pensions de réversion ?* »

Devant la levée de boucliers provoquée par cette interrogation, la ministre de la Santé, Agnès Buzin, est intervenue pour tenter de calmer le jeu en déclarant à son tour que : « *La suppression des pensions de réversion n'est pas du tout la question* », mais celle-ci ayant évoqué l'existence de « *pensions de réversion très importantes* », on a toute les raisons de s'inquiéter sur ce que le gouvernement s'apprête à faire !

Pour rappel : 4,4 millions de retraité(e)s sont concerné(e)s par ces pensions de réversion (dont le montant moyen est de 499 € !) ... attribuées à 89 % à des femmes. En effet, ce sont souvent les femmes qui travaillent le moins longtemps, sont les moins bien payées, même à travail égal, sont le plus victimes des emplois précaires, et se retrouvent donc avec des retraites les plus basses. Les femmes ayant cependant une espérance de vie moyenne plus importante que celles des hommes, ce sont elles qui ont le plus intérêt au maintien du système de pension de réversion.

S'il advenait que ces pensions compensatoires viennent à disparaître, cela aurait pour effet de plonger des millions de retraité(e)s dans la misère. Alors il faut dire au gouvernement : « Bas les pattes ! », « Pas touche à nos retraites ! »

Chaque mardi, de 18 heures à 19 heures 30, l'union régionale est de la CGTR organise en son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs.

Venez nombreux !